

essentiellement, pour le moment, sur une base humanitaire, puisque des requêtes précises ne sont pas encore parvenues au gouvernement fédéral.

Il faut également dire que les maisons affectées sont, pour la plupart, je crois, assurées en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, le ministre responsable de l'Habitation et des Affaires urbaines est au courant de la situation et a dépêché des représentants sur place.

Pour le moment, le gouvernement a indiqué tout son désir d'aider aux sinistrés. Des unités des Forces armées canadiennes, comme je l'ai déjà dit, sont sur les lieux, et nous attendons de plus amples rapports de notre personnel et si, évidemment, les demandes proviennent de la municipalité ou de la province, le gouvernement fédéral est prêt à aider dans toute la mesure du possible.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais...

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: L'honorable député d'York-Sud désire-t-il poser une question supplémentaire?

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, au nom de mes collègues et en mon nom personnel, je voudrais exprimer notre sympathie aux familles des victimes de ce désastre.

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je veux également offrir nos plus sincères condoléances aux familles éprouvées de Saint-Jean-Vianney. Je connais personnellement l'endroit, pour l'avoir visité à plusieurs reprises et je sympathise également avec le député de la circonscription dont fait partie Saint-Jean-Vianney. Je suis convaincu que toute la population canadienne a été consternée en apprenant cette malheureuse nouvelle, ce matin.

M. Gilles Marceau (Lapointe): Monsieur le président, je désire remercier mes collègues, au nom de la population de Saint-Jean-Vianney, qui sera certainement très touchée de constater que les députés sont sensibles à l'épreuve terrible dont elle vient d'être victime.

Je voudrais présenter officiellement mes profondes condoléances aux familles éprouvées et informer la Chambre de l'ampleur du désastre. Il y a eu 34 maisons d'englouties, 25 victimes et plus de deux millions de dollars de dommages.

J'incite donc le gouvernement à agir rapidement, dans ces circonstances, et j'ai l'intention de demander aussitôt que possible une aide financière au gouvernement.

* * *

LES FINANCES

L'ACTION ÉCONOMIQUE DES MINISTÈRES FÉDÉRAUX

[Traduction]

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Finances si, compte tenu de l'importance accordée à la question par le président du Conseil économique du Canada et d'autres, il envisage d'adopter de nouvelles mesures de nature à assurer une plus grande coordination dans l'action économique poursuivie par les différents ministères du gouvernement dont il fait partie?

[Le très hon. M. Trudeau.]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne l'action économique des divers ministères intéressés, le gouvernement estime qu'il existe une large coordination entre eux à l'heure actuelle du fait que des consultations ont lieu en permanence entre les ministres qui ont à faire au comité chargé des questions économiques.

L'hon. M. Stanfield: Comme non seulement le président du Conseil économique a insisté hier sur cette question, mais aussi le Conseil économique des provinces de l'Atlantique, le ministre ne jugera-t-il pas urgent de réexaminer cette coordination, ou est-il en réalité satisfait de voir les efforts de son collègue, le ministre de l'Expansion économique régionale, neutralisés par ses propres efforts plutôt maladroitement?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, sans parler des efforts maladroitement, dont l'honorable représentant d'en face est expert, je dirai simplement que nous avons en permanence des consultations sur la coordination des politiques.

LE BUDGET ET LES EXTRAPOLATIONS À LONG TERME

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, vu les propos du président du Conseil économique, puis-je demander au ministre des Finances s'il songe dans son prochain budget, à ajouter ses extrapolations à long terme aux extrapolations à court terme sur les objectifs économiques?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je me contenterai de dire que le député devra attendre l'exposé budgétaire.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA BAIE JAMES—LES ENTRETIENS AVEC QUÉBEC AU SUJET DU FINANCEMENT

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Je sais que le projet d'aménagement de la baie James dont il est question relève du domaine provincial, mais vu son importance pour l'ensemble de l'économie, le ministre nous dirait-il s'il y a eu des entretiens entre les gouvernements fédéral et provincial et notamment s'il s'est entretenu avec le ministre des Finances du Québec du mode de financement de cette entreprise très coûteuse au cours des dix prochaines années?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, pareilles consultations n'ont pas eu lieu jusqu'à maintenant mais je dois dire que le gouvernement s'intéresse beaucoup à la question et je suppose que nous discuterons en temps opportun des répercussions économiques de ce projet.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, le ministre va-t-il prendre l'initiative de ces entretiens, étant donné l'importance